Agriculture, alimentation et mondes ruraux au cœur de la géostratégie

14 janvier 2016

Le degré de conflictualité entre les États, autour des enjeux agricoles, devrait augmenter durant les prochaines décennies. Partant de ce constat, Sébastien Abis et Pierre Blanc, dans une contribution au numéro de décembre de la *Lettre d'information sur les Risques et les Crises* de l'Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice (INHESJ), appellent à un reclassement des enjeux agricoles, alimentaires et ruraux dans le débat stratégique.

Si la crise alimentaire de 2008 a constitué un tournant dans l'attention portée par les décideurs à l'agriculture, les auteurs observent que l'indice moyen des prix des denrées alimentaires de base n'est toujours pas redescendu en dessous des niveaux d'avant crise. Il en résulte que la capacité d'accès à la nourriture reste fragile pour des millions d'individus.

Bien que les questions agricoles et alimentaires aient toujours été des enjeux de pouvoir entre États, la mondialisation semble venir accélérer cette dynamique. Les auteurs craignent que les phénomènes d'accaparement de la terre, mais aussi de l'eau, particulièrement vifs dans les États faibles, ne se fassent au détriment des populations rurales poussées vers l'exode. Or les récentes secousses sociopolitiques dans le Bassin méditerranéen prouvent que le « mal-développement rural » peut être à la source de profondes instabilités.

Les deux chercheurs, auteurs de plusieurs ouvrages sur les relations entre agriculture et géopolitique, invitent *in fine* la France à mieux positionner l'agriculture dans les débats stratégiques. Selon eux, dans une période aussi bousculée par les crises géopolitiques, la gestion des conséquences ne peut suffire à rétablir la stabilité si elle ne s'accompagne pas d'un véritable traitement des causes profondes.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Source : INHESJ